

Discours du Président de la République lors de la 81e Assemblée générale des Nations Unies.

Emmanuel MACRON

Madame la Présidente,
Madame la Secrétaire générale adjointe,
Mesdames et Majestés,
Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Ambassadrices, Ambassadeurs et délégués, chers amis.

Depuis ce matin, ici se succèdent les discours qui disent l'état du monde. Et j'ai peur de manquer d'originalité en le décrivant. Chacun décrit en effet le retour de l'impérialisme, de l'arrogance, du retour à la force sans règle ni retenue. Un monde au fond de concentration du pouvoir où quelques-uns pensent qu'on peut battre en brèche l'ordre international pour élargir ses frontières, où d'autres pensent qu'on peut fouler au pied la souveraineté des peuples pour en disposer soi-même, et où quelques-uns pensent pouvoir décider de l'avenir de la planète, qu'il s'agisse du climat ou de l'intelligence artificielle. Au fond, la question qui nous est posée de manière très simple consiste à savoir si nous voulons vivre dans cet état de nature, avec une forme de retour de la loi de la jungle ou dans une société internationale civilisée. Notre devoir, plus que jamais, est de nous tenir droit aux côtés des Nations unies pour décider précisément ensemble de l'intérêt commun, c'est-à-dire du côté de ceux qui veulent choisir librement leur destin, leurs alliances, leurs modèles de développement, leur avenir, du côté de ceux qui refusent que leur souveraineté soit confisquée par la force injuste ou par la peur, et du côté de l'espoir. C'est la raison d'être de notre organisation, cette maison commune qui réunit les peuples libres, égaux, qui est fondée sur l'égalité souveraine de chacun de ses membres. C'est notre charte qui empêche que la puissance des uns leur permette de décider pour les autres. C'est elle surtout qui nous oblige à faire ensemble la démonstration de notre engagement et de notre capacité d'agir utilement.

Vous savez, l'attachement de la France aux Nations unies et sa volonté d'assumer pleinement les responsabilités particulières que la charte lui confie. Je veux vous dire aussi l'engagement de mon pays à agir avec chacun d'entre vous pour renouveler les conditions de l'action multilatérale et faire la démonstration que nous sommes plus forts, plus efficaces, mieux capables de faire face ensemble aux défis communs. Ceux d'aujourd'hui et ceux qui viennent, qui nous échappent encore alors même que tout change autour de nous, j'évoquais le climat et l'environnement, c'est vrai aussi pour la guerre et la paix, c'est vrai évidemment pour les technologies comme pour le développement. Au fond, dans chacun de ces domaines, là où la loi du plus fort tente de s'imposer, il nous faut défendre la justice, l'intérêt commun et il faut le faire dans notre intérêt même à chacun, car c'est notre charte qui protège cette possibilité de vivre ensemble.

Alors, face au cours du monde et au fait que ce que nous sommes en train de vivre aujourd'hui, c'est l'accumulation de guerres que nous n'arrivons pas à résoudre, de crises qui se multiplient et de défis contemporains qui viennent porter une ombre nouvelle sur les générations nouvelles, je crois que notre devoir, c'est de ne pas céder. Au fond, le message que je suis venu porter aujourd'hui, comme je le fais depuis neuf ans, c'est celui d'une détermination, d'un optimisme de l'action, mais c'est de vous dire ne cédon pas à l'esprit de défaite, à la fatalité, au fond à ce qui est à la mode, qui serait de nous résoudre à dire cette organisation, nous y venons pour faire des discours mais elle ne sert plus à grand-chose, mettons en place d'autres organisations où la loi du plus fort peut réussir et on peut peut-être imposer une autre paix. Mais ne cédon pas à cela, encore moins aujourd'hui qu'hier. N'y cédon pas à cinq égards. Ce sont les cinq remarques que je voudrais faire.

La première, ne cédon pas à une forme de fatalité face à la guerre et au malheur des peuples. Nous devons nous réengager pour trouver des solutions concrètes et bâtir la paix. Le droit international n'a jamais prétendu décrire la réalité. Il dit les limites que des puissances souveraines se sont volontairement fixées. Pour que la force ne soit pas le seul recours en cas de désaccord, pour que même dans le face-à-face de la guerre, l'ennemi demeure un être humain. Ce sont les leçons du XXe siècle. Ceux qui veulent les oublier aujourd'hui commettent tout à la fois une faute morale et une erreur politique. Mais la réalité est là. Au Moyen-Orient, en Ukraine, en Afrique, l'industrialisation des crimes de guerre, des violations du droit et de la destruction des infrastructures civiles ouvrent un nouvel âge de la barbarie. Aucun d'entre nous ne peut vouloir être celui qui démantèle le cadre protecteur des conventions de Genève, alors que les attaques se multiplient de Dnipro à Gaza, de Bukavu à El Fasher, avec la Jordanie et le CICR. La France poursuivra donc ses efforts pour que l'initiative mondiale en faveur du droit international humanitaire, déjà rejointe par plus de 116 États, nous amène à renouveler ensemble nos engagements. Nous devons nous remobiliser pour défendre nos humanitaires, défendre le droit international humanitaire dans cette période.

Comme nombre d'entre nous l'avons dit souvent, c'est aussi parce qu'il n'y a pas de paix sans justice que la France continue d'apporter un soutien à la fois politique et opérationnel aux mécanismes internationaux de justice, d'enquête, de collecte des preuves, notamment les missions d'établissement des faits, et que nous continuons et continuerons d'appuyer la Cour internationale de justice et son rôle central. Nous ne pouvons pas accepter le nouvel ordre de l'impunité que certains voudraient bâtir. C'est aussi pour cela qu'au Conseil de sécurité, la France soutient les réformes qui garantissent son efficacité. Sur le format, bien sûr, nous devons l'ouvrir à de nouveaux membres, à de nouvelles régions du monde, à commencer par l'Afrique, mais aussi sur le fond, le Conseil de sécurité doit pouvoir agir face à des violations massives du droit international. Qui peut se satisfaire d'une impasse procédurale face à la barbarie ? L'initiative franco-mexicaine d'encadrement du droit de veto en cas d'atrocité de masse est plus que jamais nécessaire, et je me félicite que 128 États membres la soutiennent désormais. La campagne doit continuer et permettre de l'emporter, donc obtenir l'engagement de chacun des membres permanents du Conseil de sécurité.

Mais il ne suffit pas de convoquer le droit et d'invoquer nos valeurs pour satisfaire les obligations auxquelles nous avons chacun consenti en rejoignant les Nations unies. Notre devoir, c'est l'action. La France y est prête, en coalition avec tous ceux qui veulent agir dans le respect des principes de la Charte et qui n'acceptent pas l'impuissance. Ainsi, en Ukraine, la coalition des volontaires que nous avons formée avec le Royaume-Uni et l'Allemagne rassemble l'ensemble de ceux qui sont prêts à garantir la paix et la stabilité au cœur de l'Europe, là où deux guerres mondiales ont commencé et dont personne ne peut se désintéresser. Beaucoup ici savent mieux que quiconque ce que le retour de la guerre en Europe peut signifier. Nous n'y céderons rien. La coalition des volontaires porte ce combat. Au Moyen-Orient, nous avons mis sur pied une coalition indépendante et multinationale pour restaurer la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz. Celle-ci ne doit pas être un objet de chantage. C'est un principe cardinal du droit international et il est dans l'intérêt de tous que les navires passent le détroit en toute sécurité et que l'approvisionnement énergétique de nos pays soit assuré. La réouverture du détroit d'Ormuz est une priorité. Le respect du droit international y est une priorité, c'est dans l'intérêt de tous et la France s'y engagera.

En Afrique, nous portons une responsabilité collective face aux crises qui s'accumulent et aux réponses qui ne viennent pas. Au cœur des conflits, les opérations de paix doivent être plus efficaces et, pour cela, elles doivent disposer des moyens adéquats et s'inscrire dans une meilleure coordination entre les Nations unies et les États hôtes. J'évoquais déjà en 2018 le rôle des organisations régionales et l'organisation d'une meilleure coordination entre celles-ci et les Nations unies. Lors du sommet Africa Forward à Nairobi, avec plus de 30 chefs d'État africains, puis au siège de l'Union africaine à Addis-Abeba, aux côtés de l'ONU, nous l'avons dit clairement, l'Union africaine et les organisations régionales doivent être en capacité de jouer pleinement leur rôle en matière de paix et de sécurité sur le continent. Nous organiserons à Paris en novembre une réunion de reconstitution du fonds de paix de l'Union africaine, en marge du Forum de Paris sur la paix, et j'appelle tous les contributeurs potentiels à y prendre des engagements forts et concrets. Ne pas céder donc face aux guerres, nous réengager, chercher à bâtir dans le respect de la charte des solutions.

Le deuxième principe, c'est de ne pas céder à la tentation permanente du double standard, car c'est celui qui divise notre planète et qui décrédibilise la cohérence de notre ordre international et de notre charte. Combien de fois avons-nous entendu que la souveraineté des peuples était valable en Europe, mais que, quand il s'agissait de regarder le Moyen-Orient ou l'Afrique, on pouvait bien s'en passer ? Non, nous devons défendre partout les mêmes principes et le faire dans le respect de la charte, c'est-à-dire de la souveraineté de ces mêmes peuples, jamais en nous substituant à eux. À chaque fois que quelques États, parfois au nom même de l'ordre international, ont voulu se substituer au peuple pour changer tel régime ou changer tel système, ils ont plongé ces États dans des chaos plus grands encore. Aucun double standard, une vie égale une vie, la paix et la sécurité sont indivisibles et tous y ont droit. En Ukraine, depuis près de cinq ans, la Russie poursuit une guerre cruelle contre les civils et occupe le territoire d'un pays souverain. La France continuera d'apporter un soutien sans faille aux aspirations légitimes du peuple ukrainien à la paix, à la sécurité et à l'avenir. Dans le même temps, elle ne ménagera aucun effort pour que s'engage au plus vite une négociation utile entre l'Ukraine et la Russie. Nous devons défendre les Ukrainiens et les défendre plus que jamais avant l'hiver qui s'annonce, les défendre en matière d'énergie, les défendre pour avoir davantage d'intercepteurs et protéger leur population civile. C'est aussi pour cela que nous soutenons l'initiative d'un double moratoire, un moratoire sur l'énergie et les infrastructures civiles de part et d'autre et un moratoire sur la mer Noire qui permettra de libérer les céréales et d'apporter une réponse à la question de sécurité alimentaire ô combien cruciale pour tant de pays émergents et en développement. Ce double moratoire est une nécessité. Proposons-le et mettons la Russie face à ses propres discours.

Au Proche et Moyen-Orient, c'est encore le respect de la souveraineté de chacun qui peut seul amener la paix et la sécurité à tous et c'est ce que nous défendons. Respect de la souveraineté pour les Libanais déplacés et dont les villages sont détruits les uns après les autres dans le sud. Seul un Liban pleinement souverain pourra conduire à faire rendre les armes au Hezbollah et à rétablir la sécurité pour les Libanais et tous les voisins. Souveraineté du Liban et de son peuple. Souveraineté pour les Palestiniens dont les droits les plus élémentaires sont encore aujourd'hui bafoués. Il y a un an, ici même, nous étions une douzaine d'États à reconnaître la Palestine. J'entends le cynisme de certains « *reconnaissance de papier, regardez la réalité* ». Mais quelle est notre crédibilité si nous continuons de rester inactifs face à Gaza ? Certains se flattent d'une paix prétendue. Mais cette paix n'a pas rouvert une seule seconde les voies humanitaires. Devons-nous contempler ce spectacle qui nous fait honte à tous ? Jamais.

Regardez ce qui se passe en Cisjordanie où chaque jour, des violations sont faites au nom de quoi ? Le Hamas n'a jamais sévi en Cisjordanie. C'est construire chaque jour l'impossibilité d'un projet qui est le respect des droits légitimes du peuple palestinien à exister. Mais c'est en même temps les conditions mêmes de la sécurité d'aujourd'hui et de demain pour Israël et son peuple. Sécurité à laquelle nous sommes attachés, existence à laquelle nous sommes attachés. Mais tous ceux qui prétendent que la sécurité d'Israël passe par la violation de la souveraineté de tous ses voisins font une erreur funeste, affaiblissent la sécurité d'Israël pour aujourd'hui et pour demain et la menace.

Souveraineté aussi pour la Syrie dont la révolution ne doit pas être déçue. J'étais il y a quelques mois à Damas pour apporter le soutien de la France à la construction de la Syrie libre. Et nous devons poursuivre ces efforts et là aussi permettre à la Syrie de restaurer pleinement sa souveraineté et son unité. La France est engagée dans chacun de ces combats. Comme nous sommes engagés avec l'Italie, avec l'aide de la Jordanie et de quelques autres, et de tous les amis du Liban, pour trouver une suite efficace à notre engagement d'un demi-siècle au sein de la FINUL, au service de tous les Libanais et de la souveraineté de leur pays. Pas de double standard, donc. Souveraineté des peuples partout.

Ma troisième conviction, c'est que nous ne devons pas céder à la division du monde et à cette fracture que beaucoup décrivent, que certains utilisent, entre le Nord et le Sud. Nous ne réglerons aucun des défis de la planète si nous laissons cette division s'installer. Alors, elle s'installe, elle se nourrit du double standard quand il est pratiqué par certains, mais nous avons besoin de réconcilier le Nord et le Sud pour répondre aux défis, qu'il s'agisse du climat, de la santé, du développement. C'est à ce titre que nous avons, ces dernières années, multiplié les initiatives face au Covid, avec les initiatives ACT-A et COVAX, en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé et l'Union africaine, lorsqu'il s'agit de relancer les économies avec le Fonds monétaire international pour réallouer des droits de tirage spéciaux et permettre de mieux financer les économies africaines. Et nous avons tenu parole en réallouant plus de 100 milliards de dollars de droits de tirage pour aider les pays africains. Mais nous devons constamment veiller à garder l'unité et ne pas opposer les blocs. C'est pourquoi il est si important de ne pas laisser se fracturer l'architecture mondiale de la santé. Nous devons continuer d'avancer sur sa réforme, mais en n'affaiblissant jamais l'Organisation mondiale de la santé, en permettant de finaliser le traité pandémie et en soutenant l'OMS et Africa CDC pour lutter encore plus efficacement contre Ebola. Nous devons aussi savoir lucidement réformer notre aide publique au développement et bâtir un investissement solidaire beaucoup plus efficace. C'est le sens de ce que nous avons fait en 2023 avec le Pacte pour la prospérité, les peuples et la planète. C'est le sens de l'initiative prise à Nairobi il y a quelques mois lors du sommet Africa Forward : bâtir un nouveau consensus de l'investissement solidaire.

Là où tant de pays sont en train de réduire leurs transferts et pourtant où les besoins de nombre de pays du Sud augmentent, nous devons aller plus vite et plus fort pour aider le FMI et la Banque mondiale à avoir plus d'efficacité, à améliorer l'efficacité de leurs instruments, à mieux mobiliser le secteur privé, à bâtir des mécanismes de garantie pour que, dans les pays émergents, les pays à revenus intermédiaires et les pays en développement, nous puissions apporter une réponse plus efficace. C'est ce partenariat nouveau financier qu'il nous faut bâtir pour éviter la fracture entre le Nord et le Sud. De la même manière, ce partenariat Nord-Sud passe et passera par notre capacité à réouvrir des dialogues sur nos histoires communes, nos mémoires et nos relations culturelles. C'est ce que la France a cherché à faire ces dernières années par un travail de connaissance et de reconnaissance sur la base de travaux scientifiques conjoints, en lançant un processus législatif qui nous a permis d'enclencher la restitution des biens culturels, d'avoir là aussi, en quelque sorte, un partenariat de mémoire, de culture, d'histoire avec nombre des pays du Sud. Et nous poursuivons, avec le Ghana notamment, mais aussi avec tous les partenaires qui le souhaitent, le travail pour répondre aux besoins de justice réparatrice qui a été formulé. C'est une question de respect et c'est sur ce respect aussi que se bâtit la réunion du Nord et du Sud.

Au-delà des politiques de développement et de mémoire, de nouveaux partenariats impliquent aussi d'avoir une mondialisation, un commerce mondial plus efficace et plus équitable. C'est ce que nous avons cherché à faire lors du G7, organisé par la France, en associant plusieurs pays du Sud, en bâtissant à travers le sommet des convergences un dialogue au-delà du G7 avec la Chine, l'Inde, le Brésil, la Corée, le Kenya et j'en passe, pour permettre d'améliorer notre organisation collective, d'éviter l'accumulation par quelques-uns des minerais critiques et des terres rares, et de permettre une coopération plus efficace en matière de commerce qu'en matière monétaire. Au fond, vous le comprenez, nous avons une responsabilité pour ne pas laisser s'installer cette fracture entre deux blocs.

Le quatrième principe, c'est de ne pas céder à la fatalité en matière de climat et de biodiversité. Nous avons beaucoup fait ces dernières années, depuis les accords de Paris, il y a onze ans, dont les principes restent valables, dont les accords sont à défendre et dont nous ne devons pas dévier. Mais j'entends comme vous le doute qui naît chez certains, la remise en cause de la science chez d'autres, et donc, là aussi, ne cédon rien. Si nous voulons répondre aux défis de la planète, ceux du climat, de la biodiversité, nous avons besoin du multilatéralisme d'action. C'est ce que nous avons cherché à faire à travers les One Planet Summit. C'est ce que nous avons aussi cherché à faire collectivement, et réussi, si on regarde la question des océans. Il y a quelques années, tout le monde nous disait qu'il était impossible de bâtir des accords pour protéger nos aires marines, nos océans. Regardez ce que nous avons fait il y a quelques années : protéger 30% de notre espace terrestre et de nos mers. Nous avons bâti cet accord, nous améliorons chaque année sa mise en œuvre.

Et puis, beaucoup nous disaient que nous n'arrivions jamais, au fond, à préserver ce qui représente plus des deux tiers de nos océans, la haute mer, au-delà de nos zones économiques exclusives. Nous avons réussi à mener cette négociation en engageant, là aussi, les grandes puissances. Ce fut l'accord BBNJ, et en quelques mois, nous avons finalisé les plus de 60 ratifications, ce qui fait que cet accord, aujourd'hui, est en œuvre. Le sommet de Nice, rassemblant les nations pour l'UNOC 3 en juin de l'année dernière, a permis d'accélérer ce travail, plus quelques autres réalisations, et la première COP sur les océans se tiendra dans quelques mois, en janvier. C'est une formidable preuve de notre capacité à avoir des résultats concrets lorsque nous nous mobilisons et agissons ensemble. Et donc, ne cédon's rien à la fatalité du moment. Défendons nos acquis, mais défendons aussi nos principes. Nous devons défendre la science indépendante et libre. Protégeons le GIEC, l'IPBES, nos scientifiques qui nous alertent, qui mesurent, qui évaluent. Restons attachés aux accords de Paris, à nos trajectoires nationales, à notre décarbonation et à l'objectif de neutralité carbone à 2050. Prenons nos responsabilités, accélérons les coopérations, l'innovation, relançons le travail sur le crédit biodiversité et mettons en œuvre nos objectifs sur la protection des forêts et des océans. Il n'y a aucune fatalité que des décisions à prendre pour nous, dès aujourd'hui, qui sommes déjà les victimes du dérèglement climatique, et plus encore pour nos enfants.

Enfin, ne cédon's rien à l'état du monde qui est en train d'émerger sur l'intelligence artificielle, et par lequel quelques-uns voudraient nous faire croire que seules deux puissances, les États-Unis et la Chine, pourraient décider, ou plus exactement que quelques acteurs économiques pourraient décider de tout : décider des innovations qu'ils veulent faire, décider les uns de faire une pause, les autres non, décider de savoir si les innovations qu'ils feront viendront attenter à la sécurité nationale de nos États, pourront demain permettre d'attaquer nos hôpitaux ou nos banques, et décider aussi de ce que sera l'avenir de nos sociétés. Non, non. Et nous ne découvrons pas cela. Dès 2018, au sein du G7, avec nos amis canadiens, nous avons lancé le Partenariat mondial pour l'intelligence artificielle, adossant cette structure à l'OCDE pour commencer la discussion et la nécessité de régulation. Lors du Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle organisé à Paris en 2025, poursuivi par l'Inde en 2026, et qui se tiendra en Suisse l'année prochaine, nous avons plaidé pour deux éléments très simples. Que chaque région du monde puisse se doter de ses capacités propres, de calculs, de modèles LLM, d'écosystèmes d'intelligence artificielle, et pour que nous puissions développer la possibilité d'auditer ces modèles et de ne pas être dépendants simplement de quelques acteurs privés. L'Europe, d'ailleurs, a été la première, avec l'AI Act, à bâtir ses principes et en particulier la capacité à auditer ces modèles. Nous devons poursuivre sur cette voie.

Et à cet égard, je veux ici insister sur un point. Notre jeunesse et nos enfants. Nous avons trop tardé à protéger nos enfants et nos adolescents des réseaux sociaux. Partout dans nos sociétés, nous voyons les conséquences. Baisse de la capacité à apprendre, épidémie d'obésité chez les uns, de troubles de la santé mentale chez les autres. Les constats sont là et les éléments de corrélation sont bien établis. C'est pourquoi nous avons lancé à quelques-uns une grande initiative pour protéger nos enfants et nos adolescents de l'accès aux réseaux sociaux avant 15 ans ou 16 ans, selon les pays. Et l'Europe a suivi maintenant ce pas, qui a décidé de lancer une régulation. Et je veux saluer ici le caractère pionnier des Australiens qui ont été les premiers à légiférer en la matière. Nous allons poursuivre jusqu'au bout ce combat. Mais n'attendons pas les mêmes conséquences quand il s'agira de l'intelligence artificielle. Dès maintenant, nous devons protéger nos enfants et nos adolescents à cet égard. Regardez l'impact des chatbots sur nos enfants. C'est pourquoi nous avons réuni avec le Kenya, l'Espagne, l'Australie, la Coalition pour les droits et la protection des enfants à l'ère de l'intelligence artificielle. Dès cet après-midi, nous la mobilisons. Et le Forum de Paris sur la paix sera le lieu où, les 10 et 11 novembre prochains, nous voulons réunir l'ensemble des gouvernements, l'ensemble des organisations, l'ensemble des acteurs publics, privés, des entreprises et des académiques qui veulent accélérer cet agenda de protection de nos enfants. Et je vous donne rendez-vous le 10 et 11 novembre prochain à Paris à cet égard.

Au-delà de cela, nous voyons bien la course au modèle frontière qui est lancée. Nous devons continuer d'investir, chacun dans nos géographies, pour y participer, et la France est fière d'avoir un acteur qui est dans la compétition des modèles frontières, et nous allons continuer d'investir, d'accompagner Mistral AI pour pouvoir tenir notre rang et essayer d'avoir un tel modèle. Mais nous devons aussi bâtir des coopérations nouvelles. Et je souhaite très profondément que tous les États souverains attachés à leur indépendance, européens, canadiens, brésiliens, indiens, indonésiens, africains, États du Golfe, Singapour et j'en passe, cette coalition des indépendants que j'ai plusieurs fois évoquée, ceux au fond qui ne veulent pas devenir les vassaux de l'un ou l'autre des deux grandes puissances mondiales, se mettent ensemble pour développer un modèle frontière open source, en mutualisant les capacités de calcul qui sont à leur disposition, en mutualisant leurs capacités d'investissement pour bâtir un modèle frontière d'intelligence artificielle en open source que nous partagerions. Nous ne devons pas dépendre de l'un ou de l'autre et nous devons réussir à pousser justement un tel agenda par la coopération.

Enfin, il est des domaines sur lesquels nous devons clairement établir les nouvelles règles du jeu. L'intelligence artificielle dans le spatial, dans la défense, dans la cybersécurité, comme je l'évoquais, a des conséquences profondes qui touchent notre sécurité nationale. Nous avons lancé ce dialogue lors du G7 de juin dernier à Évian. Plusieurs se sont aujourd'hui mobilisés, et nous soutenons l'appel qui a été lancé par nos amis norvégiens et finlandais, et nous voulons continuer, dans le cadre du G7, en lien aussi étroit avec nos amis britanniques qui auront l'année prochaine la responsabilité du G20, à bâtir justement un agenda de coopération en matière d'intelligence artificielle, pour protéger les éléments les plus sensibles qui touchent notre sécurité nationale. Comme nous avons, par le passé, su nous mettre d'accord pour bâtir une architecture internationale nouvelle, quand il s'agissait des armes chimiques ou d'autres risques, nous devons acter qu'émergent aujourd'hui des sujets, quand il s'agit du spatial, de la défense, de la cybersécurité, sur lesquels nous devons reprendre le contrôle, qui imposent des coopérations spécifiques et un cadre spécifique entre États membres, et nous devons bâtir cette coopération et ce cadre. Là-dessus, nous ne devons rien céder.

Voilà les cinq principes d'action, et je ne suis à cet égard pas exhaustif, mais je vais m'arrêter là, auxquels la France croit et que je voulais aujourd'hui défendre devant vous. Et au fond, sur ces cinq points, mon message est de ne rien céder. Ne rien céder à ce qui est en train de s'installer, qui est, au fond, une lente division du monde, un esprit de défaite qui s'installe et qui laisserait quelques-uns dans l'abus de pouvoir : abus de pouvoir des empires qui menacent la souveraineté des uns ou des autres, abus de pouvoir de quelques-uns qui concentrent les capacités capitalistiques et qui auraient le droit ou de polluer ou d'agréger les capacités de calcul pour tous, abus de pouvoir de quelques-uns qui voudraient concentrer les richesses. Face aux abus de pouvoir, nous devons retrouver ce qu'est la vitalité de notre organisation, ce multilatéralisme qui est la défense d'un intérêt commun, d'une justice pour tous, et qui est, au fond, par l'unité, la justice et la coopération, de retrouver la seule efficacité, celle qui permet de rétablir une paix juste et durable dans nos pays, celle qui permet de retrouver l'unité entre le Nord et le Sud, celle qui permet de rebâtir un agenda d'action en matière de climat comme en matière technologique.

Ne cédon's rien. Plus que jamais, nous avons besoin de nos Nations unies. Et à l'heure où nous procédons au choix de notre secrétaire général, et je veux rendre ici hommage à l'action d'António Guterres durant toutes ces années, dans ce climat si dur, il n'a jamais rien cédé. À cette heure où nous avons à affronter des crises anciennes et des défis nouveaux, nous devons, en effet, continuer d'agir. Aujourd'hui plus que jamais. Nous devons avoir le courage d'être optimistes, de nous mobiliser et d'être utiles, de ne rien céder à l'esprit du temps pour toutes et pour tous.

Vive les Nations unies ! Merci.